

## Communiqué de l'AG de Rennes 1 centre

Suite au mail du doyen de la faculté de droit, et à la lettre ouverte co-signée par des étudiant-es de l'UNI, d'En Marche et des Républicains (dont plusieurs n'étaient même pas présent-es au moment des faits), reprise ensuite par les journaux Ouest France et Le Télégramme, le comité de mobilisation convoqué par l'Assemblée générale de Rennes 1 tient à clarifier les événements de ce mercredi 14 mars.

Depuis janvier 2018, trois AG contre la loi Vidal ont été organisées, d'abord à la faculté de droit puis à la faculté de sciences économiques de Rennes 1. Dès la deuxième, les étudiant-es présent-es ont voté à une large majorité l'exclusion des personnes soutenant ouvertement la sélection à la fac, décision démocratique de l'AG à laquelle les défenseur-euses de la loi Vidal s'étaient plié-es lors de la deuxième AG.

Mais mercredi dernier, pour le troisième rassemblement des étudiant-es de Rennes 1 contre la sélection, plusieurs personnes officiellement en faveur de la loi sont venues, sans respect aucun pour la dernière décision de l'AG et de la démocratie. Leurs intentions étaient alors claires : perturber le déroulement de l'AG pour empêcher la tenue d'un débat serein entre étudiant-es et enseignant-es opposé-es à la loi Vidal (par des huées et des ricanements, ainsi que le non-respect du dispositif de tours de paroles mis en place pour les discussions). De plus, malgré le refus (exprimé lui aussi par un vote démocratique) des personnes présentes d'être filmées ou prises en photo, plusieurs clichés ont été réalisés et même diffusés sur les réseaux sociaux. Nous regrettons ces provocations dans le cadre d'une assemblée générale qui n'aurait dû qu'être l'objet d'échanges respectueux, comme nous les avons toujours promus.

Par ailleurs, il convient de remarquer que quand l'organisation d'extrême droite UNI dénonce la "violence" dans l'AG, ils font référence à l'un de leurs militants qui s'est fait tirer l'oreille parce qu'il refusait de partir, ce à quoi il a répondu par « une patate » comme il le clame lui-même sur les réseaux sociaux. Tout autant que cette dernière agression physique, nous condamnons la dramatisation des événements ainsi que la victimisation dont se targuent les signataires d'une lettre ouverte dénonçant des incidents qu'ils ont elleux-mêmes cherché à provoquer. En effet, il nous paraît déplacé de parler de "violence" pour un simple tirage d'oreille, en comparaison à la violence dont ont fait preuve les forces de police la semaine dernière à Bordeaux pour sortir les étudiant-es d'un amphithéâtre (coups et matraquages).

Nous en appelons alors à tous-tes les étudiant-es et autres personnes motivées pour s'investir dans la mobilisation contre la sélection à la fac : aujourd'hui, les organisations réactionnaires sortent de l'ombre, reprises par certains médias en mal de sensationnel et par le doyen de la fac de droit, qui n'aura pas cherché à s'interroger sur la véracité d'une lettre ouverte basée sur des déclarations de l'UNI... C'est notre rôle de réagir, parce que la fac doit avant tout rester un lieu de débat politique, et parce qu'il est normal que des étudiant-es puissent s'organiser entre elleux pour manifester pour notre avenir à tous-tes. Une prochaine AG aura lieu à Sciences Po Rennes mardi prochain, rejoignez-nous !

NB : il convient de préciser que la mention du « vol d'une tablette Samsung d'un étudiant » dans la lettre ouverte relève de la manipulation, la dite tablette ayant été dérobée non pas au sein de l'AG, mais dans les couloirs de la faculté de Science économique de Rennes 1.



Le comité de mobilisation de Rennes 1 centre

Le 17/03/2018 à Rennes